

M. Kemping: Le ministre est-il en train de nous dire que le nouveau gouvernement refuse de s'engager à participer? Je voudrais bien savoir dans ce cas quand le gouvernement confirmera sa participation financière de 30 millions à la construction d'un raccord pour le train GO à la hauteur de la rue Bathurst, à Toronto?

M. Gray: En premier lieu, madame le Président, je n'ai pas dit que nous refusons de confirmer le projet de Hamilton. Quant à l'autre projet, je vais voir ce qui se passe et je ferai part de mes constatations au député sous peu.

* * *

LES PETITES ENTREPRISES

LES SUBVENTIONS AUX SOCIÉTÉS MARITIMES ÉTRANGÈRES
ACCORDÉES PAR LEUR GOUVERNEMENT—LES EMPLOIS DANS
LES CHANTIERS DE RÉPARATION DES NAVIRES

M. Gus Mitges (Grey-Simcoe): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre d'État chargé de la Petite entreprise. Je suis certain que le ministre est convaincu de l'importance de nos chantiers de construction et de réparation des navires qui assurent quelque 15,000 emplois directs et 45,000 emplois indirects. Quand le ministre va-t-il annoncer qu'il reconduira la subvention de 20 p. 100 qui doit expirer le 30 juin prochain?

De même, quelle autre mesure énergique le ministre se dispose-t-il à prendre pour contrer les subventions que reçoivent de leur gouvernement les sociétés maritimes étrangères, afin que nos propres sociétés puissent présenter des soumissions en toute équité?

[Français]

L'hon. Charles Lapointe (ministre d'État (Petites entreprises)): Madame le Président, j'ai eu jusqu'à maintenant des rencontres avec l'Association des constructions de navires canadiens. Nous sommes à étudier à l'heure actuelle, au Cabinet, diverses options possibles pour relancer le programme qui, comme nous le savons, se termine le 30 juin.

* * *

[Traduction]

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

L'UTILISATION DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

M. Garnet M. Bloomfield (London-Middlesex): Madame le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le ministre pourrait-il dire à la Chambre ce que le Canada fait pour éviter que le Pakistan ne devienne une nouvelle puissance nucléaire ou qu'il commercialise les techniques dont il dispose grâce au réacteur que le Canada lui a vendu?

L'hon. Mark MacGuigan (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame le Président, de temps à autre, et c'est le cas actuellement, on a pu lire dans les journaux des nouvelles disant que le Pakistan est en train de se doter de moyens techniques qui lui permettront de construire une bombe atomique. Nous n'avons pas pu vérifier l'exactitude de ces nouvelles, mais alarmés par ces rumeurs, notre gouvernement ainsi que le gouvernement précédent ont bien demandé au Pakistan de ne

Questions orales

pas agir dans ce sens. Comme le sait la Chambre, nous n'avons pas collaboré avec ce pays dans ce domaine depuis 1976. Il n'en reste pas moins que nous nous inquiétons beaucoup de l'emploi qu'il pourrait faire des moyens techniques dont il dispose. Nous suivons donc cette affaire de très près.

LA VENTE D'INSTALLATIONS NUCLÉAIRES SANS RESPECT DES GARANTIES

L'hon. Flora MacDonald (Kingston et les Îles): Madame le Président, je voudrais poser une question supplémentaire au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Comme il a déclaré à l'instar de nombreux autres pays que le fait que le Pakistan puisse mettre au point, ou ait déjà mis au point, une bombe atomique constituait une menace pour la paix dans le monde et étant donné que c'est grâce à l'Énergie atomique du Canada Ltée que le Pakistan dispose aujourd'hui de l'arme nucléaire, le ministre pourrait-il affirmer clairement et catégoriquement à la Chambre et aux Canadiens que le gouvernement ne vendra plus désormais de réacteurs ni d'installations nucléaires aux pays qui, comme l'Argentine, n'ont pas accepté de respecter toutes les garanties que nous avons exigées à cet égard.

L'hon. Mark MacGuigan (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame le Président, notre gouvernement a en effet pour principe de ne pas conclure d'accords avec de tels pays. Nous l'avons déjà répété à de nombreuses reprises et je l'ai dit encore récemment aux représentants du gouvernement argentin.

* * *

L'INDUSTRIE

LA TAXE D'ACCISE SUR LES VOITURES NORD-AMÉRICAINES

M. Otto Jelinek (Halton): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce et porte sur l'industrie de l'automobile qui est en très mauvaise posture et qui ne cesse de congédier de plus en plus de travailleurs. En fait, les prestations d'assurance-chômage versées aux travailleurs de l'automobile mis à pied atteignent les 6 ou 7 millions de dollars par semaine tandis que les fabricants de pièces ferment aussi leurs portes en raison de leurs difficultés financières. Pourtant, nous constatons que le gouvernement ne prend aucune mesure concrète, qu'il se contente de faire de grandes déclarations.

Voici ma question: étant donné que le gouvernement du Canada a le choix entre plusieurs mesures, notamment l'établissement de quotas à l'importation de voitures étrangères, la suppression de la taxe d'accise fédérale de 9 p. 100 sur les voitures nord-américaines et bien d'autres, quand le ministre cessera-t-il de tourner autour du pot et prendra-t-il les mesures qui s'imposent pour relancer le secteur industriel de notre économie?

● (1450)

L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce): Nous étudions, madame le Président, les diverses solutions que mon honorable ami a mentionnées. Vous voulons nous assurer que nos initiatives n'auront aucune conséquence néfaste sur l'économie en général et sur des secteurs autres que celui de l'automobile. J'étudie toute la question avec le ministre des Finances.